



Angers, le 5 septembre 2019

## Le Courrier de l'Ouest

## Pas de CSE au rabais

A l'ère du numérique et sur fond de mutualisation dans le groupe SIPA, les directions de *Ouest-France* et des JDLO (*Courrier de l'Ouest, Maine Libre, Presse Océan*) se jouent des syndicats quant à la mise en place du Comité Social et Économique (CSE).

En effet, lorsque le directeur délégué des journaux de Loire, l'ombre du n°2 de *Ouest-France*, mène d'une main de fer les échanges avec les syndicats sur la mise en place du CSE au 1<sup>er</sup> janvier 2020, tout à coup les négociations deviennent à sens unique. **Qu'est-ce que cela signifie ?!** 

Nous ne pouvons que nous opposer à cette façon de faire. **Pas de place pour un dialogue social efficient à Angers ?** Contrairement à Rennes et Nantes où une réelle négociation s'est conclue par la signature d'un accord CSE digne de ce nom. C'est ce message que la direction veut envoyer aux salarié·e·s dans cette période déjà si troublée par les négociations liées aux nouvelles organisations de la rédaction ?

La direction qui, lorsque cela l'arrange, propose des passerelles entre nos journaux oublie cette proximité de ceux-ci dans le groupe SIPA. Apparemment, au niveau social, il n'est pas question de transversalité.

La section syndicale Filpac-Cgt du Courrier de l'Ouest ne signera pas un accord « au ras des pâquerettes » et qui ne serait pas de la même trame que celui de nos camarades de *Ouest-France*. Étant désormais de la même famille, **les organisations syndicales de la Filpac sont et resteront solidaires**.

L'attaque de notre directeur a été très mal vécue par les salarié·e·s qui sont déjà prêt·e·s à réagir dès la reprise des négociations si les propositions unilatérales de la direction restent en l'état.

## La période de congés qui vient de se terminer n'a aucunement entamé notre détermination!

La section syndicale Filpac-Cgt du Courrier de l'Ouest demande aux salarié·e·s de rester mobilisé·e·s et d'être prêt·e·s à répondre à tout mot d'ordre de notre organisation syndicale.

Les élu·e·s du syndicat Courrier Ouest Média Cgt